

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 14/05/2024

La société SIPLEC, chargée de traiter les sujets en lien avec la transition énergétique pour le compte du Mouvement E. Leclerc, remercie la Commission de régulation de l'énergie pour les consultations menées sur le TURPE.

Nous vous remercions notamment pour la consultation du 3 avril 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du Code de l'énergie.

Nous souhaiterions réagir à certains éléments avancés dans la consultation qui nous paraissent aller à l'encontre d'une équité dans la répartition des charges et d'une gestion optimale des puissances de raccordement.

Sur les éléments occultés :

- Se baser sur l'historique de consommation (5 ou 2 ans) de certains sites, dont les magasins affiliés à la grande distribution, pour déterminer la puissance maximale soutirée et souscrite ne nous paraît pas pertinent compte tenu des obligations que ces derniers devront satisfaire dans les prochaines années.

Pour le seul exemple de la mobilité électrique ces derniers seront :

* Obligés d'équiper 5% de leur place de parking d'IRVE avant le 1^{er} janvier 2025 (LOM).

* Obligés d'équiper 10% de leur place de parking d'IRVE avant le 1^{er} janvier 2027 (directive PEB).

* Probablement contraints d'installer des bornes d'une certaine puissance.

En effet, les États membres de l'UE sont obligés de faire en sorte, chaque année, que les stations de recharge ouvertes au public délivrent une puissance de sortie proportionnelle au nombre de véhicules électriques et hybrides en circulation (règlement AFIR).

Concrètement : pour un supermarché disposant d'un parking de 1000 places (taille moyenne), celui-ci devra s'équiper de 100 IRVE d'ici 2027.

- Le développement de la mobilité, ainsi que l'installation de bornes de plus en plus puissantes conduiront par ailleurs à l'apparition de courbes de charges de plus en plus erratiques, avec des puissances maximales croissantes et qui sont, par définition, impossibles à prédire pour les personnes responsables des sites concernés par ces obligations. Les puissances souscrites seront donc basées sur des hypothèses de développement des véhicules électriques et hybrides et demanderont à adapter leur puissance de raccordement, ainsi que leur puissance maximale soutirée et souscrite, à un rythme incompatible avec les délais de 2 à 5 ans proposés dans la consultation.

Nous souhaitons ajouter qu'en plus des enjeux inhérents à la mobilité, la réglementation impose désormais à certains acteurs de développer massivement des projets

photovoltaïques, sur ombrières de parking ainsi qu'en toiture (loi APER et Loi Climat Résilience). A ce titre, nous vous rappelons que la mise en œuvre de ces projets conduira à une modulation des appels de puissances qui sont susceptibles de fausser l'appréciation des gestionnaires de réseaux dans le calcul de la puissance maximale soutirée.

Sur les conséquences de ces orientations :

En l'état, les orientations proposées dans votre consultation et en particulier les délais de 2 ans impartis aux sites HTA, ne sont pas adaptées à cette dynamique, inhérente pourtant à la transition énergétique.

Ces orientations ne permettent pas aux sites concernés de demander un surdimensionnement de leur puissance de raccordement. Or ce surdimensionnement apparaît justifié compte tenu de l'ensemble des obligations à satisfaire à moyen terme, ainsi que des incertitudes sur le développement de la mobilité électrique.

En l'état, ces orientations pourraient contraindre ces sites à ne pas pouvoir utiliser le plein potentiel des IRVE qu'ils auront installé. En effet, dans l'hypothèse d'un développement de la mobilité plus rapide que ce qu'ils auraient raisonnablement pu anticiper, ces sites ne pourront délivrer qu'une puissance correspondant à celle qu'ils auront souscrite et qui était précisément basée sur des hypothèses inférieures au développement réel de la mobilité.

En conséquence, nous préconisons que la puissance de raccordement ainsi que de la puissance souscrite par ces sites restent entre les mains desdits sites, et soient assumés par eux.

Ces orientations nous paraissent privilégier une vision court-termiste qui pourrait être préjudiciable à un pilotage efficace du réseau public.

En effet, en l'état, les sites concernés par ces obligations sont incités à limiter leur demande de puissance de raccordement. A l'inverse, ils ne sont pas incités à faire des demandes de puissance de raccordement basées sur des perspectives de satisfaction progressive de leurs obligations et du développement de la mobilité.

En parallèle, l'exigence d'une puissance souscrite équivalente à la puissance de raccordement demandée par un utilisateur, contraindra le gestionnaire de réseau compétent à répondre systématiquement aux demandes d'augmentation de puissance qui émaneront des sites concernés. **Ces demandes constitueront une charge de travail supplémentaire importante, qui dépassera celle qui résulterait d'une puissance de raccordement initialement trop élevée mais qui serait appelée à correspondre de plus en plus à la puissance souscrite.**

Pour conclure, nous souhaitons souligner, concernant le sujet global des raccordements, qu'un grand nombre d'acteurs se sont vus imposés des obligations conduisant à la mise en œuvre de projets particulièrement coûteux (EnR et IRVE). Ces projets sont réalisés dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté puisqu'ils participent à la transition énergétique.

Leur réalisation implique de raccorder ces installations au réseau public et dans certains cas de renforcer ces réseaux (y compris le poste source). Or, ces raccordements et ces renforcements sont, à l'heure actuelle, supportés par ces personnes obligées, dont font notamment partis les acteurs de la grande distribution, alors même que ces projets leurs sont imposés au nom de l'intérêt général. **Aussi, nous vous invitons d'une part, à ouvrir des échanges sur la possibilité d'augmenter le taux de réfaction, relatif à ces projets spécifiques.**

D'autre part, ces mêmes acteurs obligés sont fortement dépendants des délais de réponse des gestionnaires de réseau pour monter leur projet. Ces délais peuvent atteindre plus de 6 mois et peuvent être très structurant pour la rentabilité dudit projet. Si le projet de consultation venait à s'appliquer en l'état, les délais pourraient de nouveau s'allonger. **Nous**

SIPLEC

souhaiterions donc que les gestionnaires se structurent pour répondre dans un délai de temps raisonnable et soient disponibles pour échanger avec les porteurs de projet sur les meilleurs stratégies à adopter aussi bien pour la pérennité du réseau que pour un développement plus massif des énergies renouvelables sur le territoire français.